L'hon. M. REID: Il est destiné à l'achèvement du canal jusqu'à l'extrémité ouest?

L'hon. M. LEMIEUX: Qui sont les entrepreneurs?

L'hon. M. REID: Randolph Macdonald, ou plutôt la compagnie de construction de York.

L'hon. M. LEMIEUX: C'est un ancien nom.

L'hon. M. REID: Le père est mort et l'entrepreneur actuel, je crois, est son fils.

Canal de Lachine, dragage, \$25,000.

L'hon. M. REID: Ce dragage doit se faire dans l'extrémité supérieure du canal de Lachine.

Canal de Soulanges, améliorations, \$329,000.

L'hon. M. REID: Une somme de \$75,000 sur ce crédit est destinée à un chemin qui longe le canal. Nous avons privé les cultivateurs de leur chemin passant en construisant ce canal et maintenant il nous faut construire ce chemin pour eux.

Canal de la Trent, améliorations, \$329,000.

L'hon. M. REID: Il s'agit ici de réfections à Bobcaygeon. La somme de \$150,000 est affectée à la construction d'une nouvelle écluse à cet endroit, à cause de l'état de délabrement où se trouve l'écluse actuelle. La guerre nous a forcés d'abandonner provisoirement les travaux. L'an dernier, j'ai moi-même constaté sur place que l'écluse ne saurait durer plus longtemps. Il n'y a plus lieu de temporiser.

L'hon. M. LEMIEUX: Quelle est la nature des travaux?

L'hon. M. REID: La construction d'une nouvelle écluse en remplacement de la structure actuelle qui remonte probablement à soixante ans.

Canal Welland, améliorations, \$25,000.

M. SINCLAIR (Guysborough): Quand le canal de la Trent sera-t-il terminé?

L'hon. M. REID: Il reste deux petites sections à terminer sur la rivière Severn. Nous n'avons pas encore terminé les travaux sur ces sections, mais cela ne demandera pas plus d'une saison, si nous poussons activement les travaux.

Divers. — Arbitrage et sentence arbitrale, \$20,000.

L'hon. M. LEMIEUX: Je tiens à rappeler au ministre la réclamation d'un vieillard, M. Paradis, dont le nom, en anglais, répond à "Paradise". Je dois faire observer au ministre que mon vieil ami et son vieil

ami, M. Paradis, avance en âge. Il a une créance légitime à faire valoir contre l'Etat; cette créance a été l'objet de nombre d'examins et d'enquêtes et il me semble que l'heure est venue de la liquider. Il y a nombre d'années, la propriété de ce cher vieillard a été détruite par l'Intercolonial, et la cour de l'échiquier et le département ont été saisis de sa réclamation.

Je crois comprendre qu'il ne s'agit que d'une divergence de quelques milliers de dollars entre M. Paradis et le ministre. Le ministre est convaincu, je pense, que M. Paradis est un honnête homme. Il a déjà un pied dans la tombe et il ne voudrait pas prendre au Gouvernement un seul sou auquel il n'aurait pas légalement droit. Le ministre qui est un jeune homme comparé à M. Paradis, ne peut-il pas aider ce vieux citoyen à fermer ses yeux en paix et permettre à sa famille de recevoir le montant qui lui appartient?

L'hon. M. REID: Cette réclamation a été soumise à mon prédécesseur et il était prêt à recommander un paiement de \$7,500. Le montant a été porté ensuite à \$12,000 et la dernière fois que j'ai examiné l'affaire pour essayer d'arriver à un règlement, j'étais prêt à recommander \$15,000. Mais M. Paradis demande de \$80,000 à \$90,000. Il est venu me voir très souvent et je désire que sa réclamation soit réglée, bien qu'il n'ait pas légalement droit au montant qu'il demande. La dernière fois que j'ai entendu parler de cette affaire, M. Paradis demandait \$30,000 ou \$35,000, avec l'intérêt pour un certain temps, ce qui élèverait le montant de sa réclamation à \$40,000. L'honorable député comprendra donc qu'il y a un certain écart entre nous. Je devrai obtenir l'autorisation du Conseil avant de pouvoir régler cette affaire, mais l'écart entre le montant réclamé et celui qui est jugé convenable par le département est un peu trop grand.

J'ai beaucoup de sympathie pour ce vieux citoyen, mais je crains de ne pouvoir régler avec lui pour le montant qu'il veut accepter, bien qu'il prétende que s'il règle à ce prix, ce ne serait pas le tiers de ce qu'il a perdu. J'ai promis à ce vieillard de soumettre la question à un sous-comité du Conseil privé pour voir si nous pouvons arriver à un arrangement.

L'hon. M. LEMIEUX: Pendant la présente session?

L'hon. M. REID: En réalité, j'ai promis de le faire depuis deux mois, mais il a été très difficile de réunir les membres du conseil. C'est réellement de ma faute et je vais